

## Des nouvelles du front contre Linky en Yvelines

Chère Elidia

Merci de tes envois, toujours très intéressants.

Des nouvelles de mon combat (anti-Linky) au sein de l'équipe municipale ?

Après un très violent accrochage en conseil municipal à propos de Linky, je m'en suis tapé un autre, tout aussi violent, en réunion de communication.

Je voulais simplement, dans le bulletin municipal, avertir nos concitoyens qu'il se passait "des choses inquiétantes" à propos du nouveau compteur dont nous devons être équipés en décembre dernier (ce qui n'a pas été fait). Très violente (encore altercation) sur le message d'information proposé et qui contenait le pour d'Engie et le contre avec les sites à consulter.

L'info selon laquelle des villes, et non des moindres, avaient refusé, par décision municipale, l'installation n'a pas du tout soulevé ni la moindre inquiétude ni le moindre intérêt à s'informer plus et surtout pas les concitoyens.

Tout ce que j'ai "obtenu" du maire était la probable, future (?) organisation d'une réunion contradictoire entre Engie et des opposants, mais je n'y crois plus beaucoup....

Ce qui me tue, c'est le fait que des élus puissent décider de ce qui est bon pour la population en tenant compte de leur avis perso (sans n'y connaître rien)

Je désespère de pouvoir faire quelque chose, tout en me battant pour que le maire accepte cette réunion.

Merci de continuer à me transmettre ce que tu apprends sur ce sujet, mais j'ai de sérieux doutes sur la suite...

Bises

Jacques

*Salut Jacques,*

Le déploiement du LINKY est effectivement en pointe.

A Bazemont, le Conseil Municipal n'ayant pas pris position ni pour ni contre (8 pour - 8 contre - 3 absentions en mai 2016) la Mairie a laissé libre cours, et actuellement la Société Phinelec, commanditée par ENEDIS, effectue la pose des compteurs depuis la semaine dernière.

Je viens de discuter avec un poseur cet apm :

- ils ont ordre de poser dans n'importe quelle conditions, y compris en cas de refus clairement indiqué sur le coffret ou dans le coffret, même en cas de "commandement de rien faire" validé par Huissier
- le seul cas où ils n'interviennent pas est celui où la MAIRIE n'a pas donné son accord.

**Une Xième réunion d'information se tient à ORGEVAL  
avec le soutien de la Mairie**

Un exemple à suivre ...

*Jean-Yves*